Présentation de l'ouvrage d'Ahmed Ghouati, *L'enseignement supérieur en Algérie. Entre contraintes politiques et défis socio-économiques*

Catherine Agulhon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/formationemploi/8547>

DOI : 10.4000/formationemploi.8547

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2020

Pagination : 151-154

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Catherine Agulhon, « Présentation de l'ouvrage d'Ahmed Ghouati, *L'enseignement supérieur en Algérie. Entre contraintes politiques et défis socio-économiques* », *Formation emploi* [En ligne], 151 | juillet-septembre, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/8547> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.8547>

Note de Lecture

Présentation de l'ouvrage d'Ahmed Ghouati, *L'enseignement supérieur en Algérie. Entre contraintes politiques et défis socio-économiques*

Par Catherine Agulhon

Maîtresse de conférences émérite à Université de Paris

Ahmed Ghouati nous propose un ouvrage de 400 pages organisé en neuf chapitres. Celui-ci reprend les travaux qu'il a conduit depuis une dizaine d'années sur les politiques et réformes de l'enseignement supérieur en Algérie. Il est donc alimenté par une très bonne connaissance du sujet et de ses défis, comme il est dit dans le titre.

On le sait, l'Algérie est une jeune nation puisqu'elle est sortie de la colonisation il y a moins de soixante ans. Elle s'est construite et se construit encore dans une tension entre reproduction du modèle français et rupture avec ce modèle. L'enseignement supérieur ne déroge pas à cette tension, renouvelée de plus dans le cadre des réformes dites LMD (licence-master-doctorat) qui impactent

les pays européens, puis leurs partenaires du Sud. Le LMD va bousculer les pays du Maghreb, question au centre de l'ouvrage de A. Ghouati, sans oublier toutefois que son implémentation dépend des modes de réception et de mise en oeuvre du pays d'accueil en termes politiques, organisationnels et pédagogiques.

L'enseignement supérieur algérien présente des traits stables et d'autres en mouvement. Il est piloté par un ministère de l'Enseignement supérieur qui ne cède pas facilement son pouvoir aux universités, dont l'autonomie est souvent mise à mal, bien que souvent prônée. Il distingue des écoles et instituts plutôt professionnels et sélectifs et des universités pluridisciplinaires moins sélectives. Il s'adressait à moins de 2000 étudiants en 1962 et à plus d'un million aujourd'hui, dont plus de 60 % sont des femmes. Cette féminisation est tout à fait remarquable même si, comme dans les pays européens, les oppositions

---

générées persistent, les femmes font des sciences humaines quand les hommes font plus souvent des études techniques et scientifiques. Ces étudiants sont, pour une grande majorité (85 %), boursiers, ce qui dénote une certaine démocratisation du système.

À lire A. Ghouati, on a le sentiment que l'Algérie s'est engagée, depuis les années 70, dans une réforme toujours renouvelée de l'université qui n'a jamais abouti. Les enjeux étaient nombreux et le sont toujours dans un pays qui, tout comme ses voisins, connaît un fort taux de chômage des jeunes et surtout des jeunes diplômés, ce qui apparaît paradoxal aux Européens qui connaissent plutôt un schéma inverse, mais qui s'explique dans des pays qui ont du mal à développer une économie moderne fondée sur l'industrialisation et la tertiarisation des activités. Les enjeux des réformes étaient donc aussi bien organisationnels que curriculaires et pédagogiques dès les années 70. Ils sont cependant émaillés d'enjeux politiques et sociaux, pour ne pas dire religieux, la crise des années 90 n'ayant pas épargné le milieu universitaire. Ces projets de réformes avaient donc pour objectif d'allier croissance quantitative et qualitative de l'offre de formation pour répondre à des besoins aussi bien économiques que sociaux et culturels.

A. Ghouati fait de la professionnalisation des cursus et des relations formation-emploi l'enjeu majeur de ces réformes et le fil directeur donc de son ouvrage. Il tente ainsi d'évaluer si l'adéquation empirique, ou correspondance concrète entre formation et emploi est opérationnelle et adaptée, ce que discutent abondamment sociologues et économistes français.

L'ouvrage s'organise en neuf chapitres qui couvrent les cinquante dernières années et donnent à voir les difficultés rencontrées pour asseoir un système pertinent.

Le premier chapitre revient sur la transition entre le régime colonial et le régime socialiste de la nation naissante.

Le deuxième chapitre dresse les enjeux des réformes de l'enseignement supérieur de par le monde, peut-on dire, et situe l'importance des relations éducation/travail ou formation/emploi comme moteur des réformes des universités. En Algérie, le LMD est perçu par certains acteurs dominants, par la professionnalisation des cursus et l'introduction de la logique compétence, comme pouvant proposer un modèle efficace.

Le troisième chapitre reprend la succession des réformes amorcées en Algérie entre 1971 et 1984, à l'aune des enjeux que sont la professionnalisation des cursus face à la modernisation de l'économie et ses besoins de main-d'œuvre hautement qualifiée. Ces réformes s'appuient sur un certain nombre de principes. Il s'agit de modifier la gouvernance et de donner plus de pouvoir aux établissements et aux facultés, de multiplier le nombre des établissements et de territorialiser l'offre pour désengorger les quatre universités principales : Alger, Oran, Constantine et Annaba. Il s'agit encore de rapprocher les universités du monde économique et d'adapter l'offre de formation aux besoins de main-d'œuvre, exercice dont on sait combien il est difficile et a connu des vicissitudes dans de nombreux pays. Il s'agit aussi de développer la recherche universitaire restée embryonnaire, enta-

chant également le recrutement d'enseignants-chercheurs de haut niveau. Ces réformes se heurtent à des résistances politiques et corporatistes, à un manque de financement, à une tension récurrente entre tenants d'un certain académisme et tenants d'une perceptive industrialiste.

La crise politique et religieuse des années quatre-vingt-dix interrompt ce processus de réformes et de modernisation.

Dans le quatrième chapitre, A. Ghouati fait le point sur les effets de la massification de l'enseignement supérieur. Il met en perspective formation et emploi et montre comment s'organise le devenir des jeunes passés par l'université. Permanence du chômage, faiblesse de la diplômation des jeunes, hiatus entre offre de formation et offre d'emploi, on sent, à partir des données recueillies, une critique acerbe du fonctionnement de l'enseignement supérieur.

En contrepoint, le chapitre cinq revient sur la réforme LMD, dont les piliers – mobilité des jeunes, professionnalisation, homogénéisation internationale des cursus et équivalence, évaluation et contractualisation – devraient guider le processus. L'auteur fait un bilan assez critique de la mise en œuvre d'une réforme à laquelle une partie des enseignants n'adhère pas, qui reste fragile quant à l'internationalisation et la professionnalisation, cette dernière mise à mal du fait d'un manque de relations avec un monde économique atone. La réforme a été implantée par vagues successives, ce qui fait que l'on se retrouve face à deux systèmes en concurrence et à une division profonde au sein des établissements entre les traditionalistes et les modernistes. De plus, la réintroduction du français comme langue d'enseignement oppose encore les tenants de l'arabisation et ceux de la francisation, les uns plutôt favorables à une université traditionnelle et tournée vers les savoirs religieux, les autres vers les sciences et les techniques occidentales.

Le chapitre six illustre cette dichotomie entre deux systèmes par plusieurs analyses de corpus de mots utilisés pour définir l'université et son fonctionnement et par des Analyses Factorielles de Correspondances produites à partir d'enquêtes d'opinion auprès des acteurs de l'université. Les préoccupations des acteurs couvrent quatre thèmes : l'organisation des cursus, l'insertion professionnelle, les pédagogies mises en œuvre, la gouvernance de l'université. Ceux-ci renvoient bien aux modalités de la réforme et aux contradictions qu'elle soulève. Les étudiants se font d'ailleurs entendre dans un certain nombre d'universités, expriment leurs inquiétudes, font grève et bloquent les universités.

Les trois derniers chapitres entrent plus concrètement dans les problèmes tels qu'ils sont vécus par les acteurs dans les établissements. L'adéquationnisme, qui a été remis en cause en France, cherche encore ici ses acteurs et ses modalités ; le manque de partenaires économiques, les déséquilibres entre l'offre d'emploi et le nombre comme les compétences des postulants, bien des facteurs limitent la réalisation d'un projet lui-même difficile à cautionner tant les temporalités et les objectifs des mondes universitaires et économiques sont disjoints. Le nombre des étudiants a cru plus vite que les moyens mis à disposition.

Des problèmes curriculaires et pédagogiques se posent, les enseignants ont une vision traditionnelle de la relation pédagogique fondée sur un savoir académique et une distance respectueuse des étudiants, quand ces derniers attendent un ajustement des contenus à leurs objectifs d'emploi, un renouvellement des pratiques. Les démotivations et les échecs sont fréquents. Et pour finir et rester dans le projet d'ajustement aux injonctions internationales, les évaluations et accréditations des établissements tardent à se mettre en place.

Cet ouvrage est dense. Il combine une approche diachronique et synchronique ; il rend compte des évolutions chaotiques et inachevées des réformes de l'enseignement supérieur en Algérie ; il met l'accent sur le besoin de professionnaliser les cursus, de rapprocher l'offre de formation de besoins économiques qui se laissent difficilement percevoir et ne répondent pas à la demande d'une jeunesse toujours plus diplômée et en attente d'emplois qualifiés. Il met le doigt sur les tensions et contradictions entre une bureaucratie qui tente de se mettre à l'heure des réformes internationales et un corps enseignant divisé entre traditionalistes, qui veulent perpétuer la transmission d'un savoir culturel et culturel, et industrialistes qui souhaitent répondre aux demandes des jeunes et peut-être aussi à ceux des entreprises. Cet ouvrage est donc ambitieux. Il permet de saisir, outre les paradoxes et frustrations que ce système en mutation génère, les proximités et distances entre son développement en Algérie et ceux de la France, de l'Europe et du Maghreb.

■ Référence de l'ouvrage

Ahmed Ghouati (2019), *L'enseignement supérieur en Algérie. Entre contraintes politiques et défis socio-économiques*, septembre, Éditions Petra.